



HAL
open science

L'ennemi introuvable

Patrick Schmoll

► **To cite this version:**

Patrick Schmoll. L'ennemi introuvable. Reinhard Johler; Freddy Raphaël; Patrick Schmoll. La construction de l'ennemi, pp.297-309, 2009. halshs-02068196

HAL Id: halshs-02068196

<https://shs.hal.science/halshs-02068196>

Submitted on 14 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ennemi introuvable

Patrick Schmoll

Laboratoire "Cultures et sociétés en Europe" (UMR du CNRS n° 7043)

Université Marc Bloch, Strasbourg

"(Il serait) toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une masse plus grande d'hommes, à la seule condition qu'il en reste en dehors d'elle pour recevoir les coups".

*S. Freud*¹

"Nous allons vous faire une chose terrible, nous allons vous priver d'ennemi".

(Propos prêtés à Georgyi Arbatov, Président de l'Institut des États-Unis et du Canada à Moscou, s'adressant à un journaliste américain de NewsWeek en mai 1988, soit peu avant l'effondrement de l'URSS)

Ouest contre Est

Dans un essai rédigé au début des années 1980, je tentais d'évaluer les risques de conflit mondial réactivés par le regain de tension dans les relations est-ouest (Schmoll 1983). La fin des années 1970 avait connu un accroissement de l'influence soviétique en Asie du sud-est et en Afrique (en Angola et au Mozambique). L'année 1979, en particulier, avait été marquée par l'invasion du Cambodge par le Vietnam, par la révolution iranienne et par l'intervention soviétique en Afghanistan. Le président Raegan, élu en 1980, avait réagi en relançant les dépenses militaires américaines. Les Jeux Olympiques de Moscou de 1980 furent boycottés par les États-Unis, ceux de Los Angeles en 1984 le furent pas les Soviétiques. Sans qu'il y eut à l'époque un retour explicite à la Guerre Froide, la période dite de Détente qui avait été symbolisée par la conférence d'Helsinki avait fait place à une période qu'on a parfois appelé par analogie la Paix Chaude. L'installation en Europe de l'est de fusées SS20 pointées vers l'Europe occidentale, et le retard pris par les Américains à réagir (l'installation des Pershing 2 ne débuta qu'en 1983), avaient ouvert ce que les stratèges appellent une "fenêtre de vulnérabilité" dans les dispositifs de défense occidentaux : techniquement, si l'Union soviétique avait décidé de revenir sur sa doctrine militaire, elle aurait eu au tout début des années 1980 l'opportunité d'envahir l'Europe occidentale sans que les États-Unis réagissent.

Mon livre répondait en partie à un autre essai, rédigé par l'ancien président des États-Unis Richard Nixon sur la guerre de fait que les Soviétiques étaient selon lui déjà en train de mener contre l'Occident sur les terrains économique, militaire et idéologique, notamment dans le tiers-monde (Nixon 1980). L'objectif principal de Nixon était de lutter contre la perte de la figure de l'ennemi. Il s'agissait de réveiller la conscience occidentale endormie par les années de Détente, de montrer que l'Union soviétique n'avait jamais renoncé à son expansionnisme, et qu'elle profitait au contraire de l'absence de volonté politique des dirigeants américains.

Mon raisonnement reprenait d'une certaine façon la même rhétorique du complot, celle de l'ennemi devenu flou mais qui n'en continue pas moins à poursuivre un projet occulte. Mais il visait à montrer que la figure de l'ennemi construite par Nixon masquait les enjeux réels, la structure conflictuelle objective sous-jacente. En effet, comme Nixon, je pensais qu'une guerre dont le théâtre serait l'Europe et le Moyen-Orient était probable à l'époque, que les Soviétiques pourraient être tentés par l'aventure militaire parce qu'ils savaient que les Américains n'auraient pas la volonté politique d'intervenir en cas d'invasion de l'Europe. Mais ma lecture était différente : pour moi, le monde avait cessé d'être organisé par l'antagonisme bipolaire est-ouest qui nourrissait les doctrines stratégiques depuis 1945. Les deux géants s'essoufflaient déjà économiquement et la montée de

nouvelles puissances économiques, l'Europe, le Japon, et à plus long terme la Chine, permettaient d'entrevoir un monde multipolaire instable. Un écart se creusait entre les antagonismes objectifs, forcément pluriels, et la figure de l'ennemi, intersubjective et duelle, et donc réductrice, voire décalée.

Dans ce nouveau contexte, l'antagonisme le plus significatif n'était plus orienté est-ouest, mais opposait en réalité les États-Unis et l'Europe. L'Union soviétique était hors jeu du fait de ses crises internes, et c'est moins par volonté expansionniste que pour les résoudre, que ses dirigeants auraient pu s'aventurer dans la guerre. Je soulignais au contraire les forces qui poussaient à une démocratisation à l'est et à un rapprochement des deux Europe : harmonisation des niveaux de vie, communauté de valeurs, inquiétudes de la Russie sur d'autres fronts que l'Europe (ses républiques musulmanes et le voisin chinois)². A contrario, en cas d'invasion de l'Europe par les Soviétiques, les États-Unis ne seraient pas intervenus : moins par manque de moyens militaires ou de volonté politique, que par absence d'intérêt à protéger des concurrents économiques. Je prédisais en effet que si les Soviétiques ne s'occupaient pas de l'Europe, les Américains s'en chargeraient directement dans vingt ans, quand au début du 21^{ème} siècle le poids économique de l'Union européenne menacerait plus explicitement l'hégémonie américaine. J'insistais en particulier sur les foyers d'instabilité alimentés par les États-Unis dans le monde, notamment les conflits au Moyen-Orient, dans une région dont les Européens étaient davantage dépendants que les Américains pour leurs approvisionnements en pétrole.

Plus de vingt ans après, comment a évolué la situation ? La Troisième Guerre mondiale n'a pas eu lieu, essentiellement, il faut le dire, parce que les dirigeants soviétiques qui ont succédé à Brejnev après 1982 ont su sortir de cette logique et briser leur image d'ennemi. La fin de l'Union soviétique, le processus de démocratisation à l'est, l'adhésion à l'Union européenne d'une grande partie des pays hier sous influence soviétique ont donné tort à la lecture bipolaire de Nixon, et ont confirmé la vision d'un monde multipolaire, devenu effectivement instable, et qui pose donc aux stratèges, notamment américains, le problème d'avoir à reconstruire un ennemi pour le stabiliser.

Occident contre Islam

Depuis la chute du mur de Berlin, la doctrine américaine a dû changer d'ennemi. Les néo-conservateurs américains se réfèrent souvent à l'essai de Samuel Huntington, *Le choc des civilisations* (1996), qui leur dessine de nouveaux adversaires. La thèse de l'ouvrage est que les conflits idéologiques ont fait place à des conflits culturels entre civilisations. Une civilisation repose sur un système de valeurs, inspiré par une religion, et sur une langue qui lui sert de vecteur de transmission. Selon Huntington, des différences irréductibles séparent des blocs civilisationnels, car leurs principes éthiques sont contradictoires et ne sont pas mutuellement assimilables. La civilisation occidentale s'opposera forcément aux civilisations chinoise et arabo-musulmane parce qu'elle incarne un principe de liberté individuelle que les deux autres ne peuvent pas partager. La lutte engagée contre le terrorisme des organisations islamiques extrémistes peut donc légitimement être considérée comme une guerre.

Le raisonnement présente un paradoxe, car la notion de liberté suppose précisément que l'individu ne soit pas complètement déterminé par son appartenance culturelle. L'idée des Droits de l'homme est qu'un individu est un être humain avant d'être un européen catholique, un chinois ou un musulman. La thèse de Huntington présuppose que les individus sont à ce point attachés à leurs valeurs culturelles qu'ils ne peuvent ni les remettre en question, ni les faire évoluer, ce qui est une négation de l'idée même de liberté. Pour des Américains, très attachés à leurs convictions religieuses et communautaires, le paradigme a peut-être un sens, mais pour des Européens, qui se sont distancés de leurs religions institutionnelles, à la fois dans la construction de leurs institutions politiques (surtout en France) et dans leurs pratiques privées, il ne permet pas de penser le monde, ni surtout de se penser eux-mêmes.

Toute l'histoire montre que les civilisations s'interpénètrent et se fécondent mutuellement. On peut d'ailleurs aisément montrer que les blocs dessinés par Huntington sont une vue de l'esprit, car le

monde dit arabo-musulman, qui va jusqu'en Indonésie, est très hétérogène : les Arabes ne sont qu'une minorité dans l'Islam. À l'intérieur de ce que Huntington considère comme un seul bloc "occidental", l'Europe a des intérêts différents des États-Unis, alors qu'elle tend à se regrouper au-delà des frontières qui la séparent du bloc "oriental orthodoxe". Le paradigme culturel est donc certainement important pour comprendre les conflits dans le monde, mais il n'est pas le seul. Certains des blocs décrits par Huntington ont une pertinence géopolitique parce qu'ils représentent aussi des aires de solidarité politico-économique (ex-Comecon, Union européenne, Alena, Chine, Inde, etc.).

L'intérêt de l'approche de Huntington est d'introduire la multipolarité dans le domaine traditionnellement binaire (centre-périphérie, est-ouest) de la géopolitique. Mais ses conclusions, qui servent aux dirigeants américains à regrouper les Occidentaux dans une lutte de "l'axe du bien contre l'axe du mal", font à nouveau basculer la stratégie dans le duel.

Un certain nombre d'auteurs, surtout européens, ont donc critiqué cette doctrine politique en ce qu'elle sert de paravent idéologique à une praxis dont les enjeux, non seulement ne concernent pas l'Europe, mais lui sont éventuellement préjudiciables. La position d'Alexandre Del Valle (2001) est que les États-Unis développent une stratégie hégémonique à l'échelle planétaire. Leur doctrine stratégique est ambiguë car l'ennemi désigné, le fanatisme musulman, dissimule le réel adversaire : l'Europe. La guerre contre le terrorisme ne fait que stimuler ce dernier, voire le renforcer en l'élevant au rang d'interlocuteur. Ses effets, si tel était son objet, sont contre-productifs. Par contre, une Europe forte et indépendante serait en mesure de constituer une vraie menace pour les intérêts économiques américains. C'est donc à travers une stratégie de foyers d'instabilité que les États-Unis essaient d'affaiblir toute velléité de consolidation et d'autonomisation de l'Europe actuelle, et a fortiori de formation d'une Grande Europe continentale.

Prenant l'exemple de la guerre du Kosovo, son ouvrage montre comment les États-Unis ont manipulé les opinions publiques européennes en faisant croire que la Serbie massacrait les Albanais. Une campagne d'information fallacieuse leur a permis de mener, de fait, une guerre d'agression contre un État souverain européen, au profit de la constitution au Kosovo d'une base avancée islamiste contrôlée par l'UCK. Cette politique anti-serbe n'est pas le fruit du hasard : elle s'inscrit selon Del Valle dans une politique plus large qui vise à s'allier le monde islamique pour étouffer la Russie, contrôler les routes du pétrole et freiner la constitution de l'Europe. Sur ce dernier aspect, Del Valle expose avec précision les pressions financières, économiques et militaires qu'exercent les États-Unis sur les différents pays européens et sur l'Union. Contrairement donc à Huntington, qui prédit une alliance objective de l'Europe et des États-Unis contre l'Islam, Del Valle décrit une alliance tout aussi objective, pour des raisons politiques, des États-Unis et de l'Islam contre l'Europe.

Le raisonnement est cependant tout aussi culturaliste que celui de Huntington. Les pages consacrées à l'Islam européen cherchent ainsi à démontrer l'incompatibilité profonde de la civilisation musulmane avec la nôtre. Del Valle affirme que les chrétiens minoritaires sont des citoyens de seconde zone dans les pays musulmans, alors que les musulmans minoritaires entendent désormais imposer en Europe leur vision du monde. Toute critique contre l'Islam (infériorité de la femme, intolérance religieuse envers les non-musulmans) est assimilée à un blasphème alors que le monde musulman multiplie les critiques mensongères sur la nature de la civilisation chrétienne et européenne. Les mouvements missionnaires musulmans, au sein ou aux marges desquels se recrutent la plupart des terroristes actuels, bénéficient de l'aide financière des pétro-monarchies pour diffuser sans crainte leur message dans une Europe coincée par l'autocensure du "politiquement correct". Del Valle, à qui on a pu reprocher ses sympathies pour l'extrême-droite anti-américaine, révèle ses présupposés idéologiques dans sa vision d'une Europe fondée sur le seul catholicisme romain (les protestantismes et l'Église orthodoxe sont évacués de ses perspectives). En cela, il s'inspire complètement de la grille de lecture suggérée par Samuel Huntington et prend le risque d'une explication uni-causale, et donc forcément réductrice, des rapports de force évoluant entre les États-Unis, l'Europe et les organisations islamistes. Le fait religieux est manifestement instrumentalisé au service d'a priori politiques qui affaiblissent sa démonstration. On le suit donc volontiers dans son analyse à contre-courant des lieux communs, qui pointe judicieusement les

dangers véritables qui pèsent sur l'Europe du fait de la politique américaine. Mais on hésite à le rejoindre entièrement sur une lecture "ethnique" de la politique internationale, dans laquelle il finit d'ailleurs par se prendre les pieds, puisque dans un ouvrage plus récent (Del Valle 2002), il suggère une alliance de l'Europe avec les États-Unis contre l'Islam... ce que pourtant dans l'ouvrage précédent il dénonce comme l'objectif même de l'entreprise de manipulation des Américains.

Europe contre États-Unis

L'ouvrage plus récent d'Emmanuel Todd (2002) essaie à son tour de déconstruire les apparences du théâtre international. Pour lui, la stratégie géopolitique des États-Unis ne saurait se comprendre exactement comme une stratégie d'hégémonie. Elle n'est pas entièrement intentionnelle, calculée, et est au contraire une stratégie de survie dans un contexte de déclin. Cette position n'est pas commune, qui voit dans la faiblesse, et non dans la puissance, le moteur de la politique américaine. Sans fausse modestie, je trouve le raisonnement d'autant plus intéressant qu'il reprend pour l'essentiel celui que je développais vingt ans plus tôt, sur la base des évolutions longues de l'économie et de la démocratisation des sociétés, mais en y ajoutant les données de la démographie et de l'alphabétisation. Comme moi, et à la différence de Huntington et De Valle, E. Todd n'oppose pas des ensembles régionaux sur la base de leurs civilisations, et a même tendance à anticiper sur l'homogénéisation des cultures du fait de la mondialisation.

Le monde est en train d'achever sa transition démographique. Même dans les pays où l'indice de fécondité reste élevé, le mouvement de baisse est amorcé, et notamment dans les pays musulmans. Ce contrôle de la fécondité est encouragé par l'éducation. Le taux d'alphabétisation des individus de quinze ans et plus a considérablement progressé partout dans le monde, même dans les pays les plus défavorisés. Pour Todd, la combinaison de l'alphabétisation et de la maîtrise de la fécondité devrait donc mener à terme tous les pays concernés vers des sociétés pacifiées, plus démocratiques. L'accès à la modernité au plan culturel s'accompagne d'explosions de violence idéologique : c'est ce qui se passe dans les pays musulmans. Mais ces régressions ne durent pas et laissent la place à une reprise du processus de démocratisation ainsi qu'on peut l'observer aujourd'hui en Iran. Absurde du point de vue du monde musulman, qui sortira de sa crise de transition sans intervention extérieure, la notion de terrorisme universel n'est utile qu'à l'Amérique, qui a manifestement besoin d'un monde enflammé par un état de guerre permanent. On retrouve donc là l'idée d'une instrumentation du terrorisme par la stratégie américaine.

Au plan économique, la puissance américaine, qui représentait près de la moitié de celle du monde en 1945 en termes militaires et économiques, n'en représente plus que respectivement 30 et 20 % aujourd'hui, et le déclin continue. La part américaine dans les échanges internationaux est loin d'être celle d'un producteur hégémonique, mais plutôt celle d'un consommateur boulimique, comme l'atteste le déficit commercial des États-Unis, qui a quadruplé au cours de la décennie 1990-2000. Ce consommateur hégémonique tend à se positionner en situation de monopole (ou plutôt de monopsonie, c'est-à-dire de client unique), pour faire dépendre de lui les producteurs. Sa posture dans les relations internationales est donc celle d'un pays conjoncturellement surpuissant devenu structurellement prédateur : les États-Unis dépendent de leurs importations de biens matériels achetés à crédit, sur la base d'une confiance généralisée dans leur puissance. Pour justifier ce prélèvement impérial, les États-Unis ne peuvent jouer que leur dernière carte, celle de leur appareil militaire, en se présentant comme les garants de la paix mondiale.

Dans ce schéma, les États-Unis doivent acquérir un monopole mondial de la violence légitime, alors qu'ils n'en ont les moyens ni économiquement, ni militairement, ni idéologiquement. La technique utilisée est alors le micro-militarisme théâtral : démontrer la nécessité de l'Amérique dans le monde en écrasant lentement des adversaires insignifiants, comme c'est le cas de l'Irak. Le gros de son activité se concentre donc désormais sur le monde musulman, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Les États-Unis semblent par ailleurs s'être engagés dans une évolution intérieure de type post-démocratique. La glorification de l'égalité des droits est remplacée dans les discours par la

sacralisation de la “diversité” qui justifie l'accroissement des disparités et l'apparition d'une oligarchie financière irresponsable. Les consommateurs et le pays tout entier vivent à crédit sur le dos du monde. L'Amérique de l'an 2000, selon Emmanuel Todd, affaiblie et improductive, n'est plus tolérante. Cette prétention récente des États-Unis à l'hégémonie politique et culturelle n'est qu'un signe narcissique du déclin de leur puissance économique et militaire réelle.

Les Européens sont très conscients des problèmes que leur pose l'Amérique, dont la puissance les protège et les opprime à la fois. Ils sont très faiblement conscients des problèmes qu'ils posent aux États-Unis. Or, la réalité économique internationale est marquée depuis des décennies par l'intensification prioritaire des échanges entre pays proches et la constitution de régions économiques intégrées d'échelle continentale : Europe, Amérique du nord et du centre, Amérique du sud, Extrême-Orient. Quand on considère les chiffres, l'Europe est redevenue la première région économique du monde en PNB, et l'affaiblissement de la position des États-Unis dans ses échanges avec elle est le phénomène le plus manifeste. Le Royaume Uni commerce 3,5 fois plus avec l'Europe des douze qu'avec les États-Unis, la Turquie 4,5 fois plus, la Pologne 15 fois plus. La Russie échange 10 milliards d'euros avec les États-Unis, 75 milliards avec l'Europe : elle peut se passer des États-Unis, pas de l'Europe, et elle est en train de proposer implicitement à cette dernière un contrepoids à l'influence américaine sur le plan militaire et la sécurité dans ses approvisionnements énergétiques. L'Europe est devenue une puissance autonome, presque malgré elle. La globalisation, dans ses interactions de proximité géographique, déplace vers l'Eurasie le centre de gravité économique du monde, et tend à isoler l'Amérique. Si l'Europe adoptait une politique de croissance, attirant l'offre internationale sur son marché, les États-Unis perdraient leur position de client privilégié du monde auquel le monde accorde un crédit illimité remboursable dans sa monnaie pour pouvoir lui vendre sa production.

L'analyse d'Emmanuel Todd rejoint ainsi dans ses implications celle de Del Valle : la campagne américaine contre le terrorisme islamiste cache l'enjeu véritable qui est une guerre non-dite des États-Unis contre l'Europe. La faiblesse des Européens réside dans l'absence d'une volonté politique, et en fait d'un modèle social explicite qu'ils pourraient opposer au modèle libéral américain. Or, ce modèle libéral se présente désormais comme une menace pour la construction européenne. Économiquement, il a pour résultat, en cassant les systèmes de régulation et de redistribution, de réduire le niveau de consommation qui serait de nature à générer un marché par la demande concurrentiel de celui des États-Unis. Socialement, il porte atteinte aux principes de sécurité sociale qui ont fini par assurer l'équilibre interne des sociétés européennes. Les tentatives incessantes pour adapter au modèle libéral les sociétés fortement enracinées et étatisées du vieux continent sont en train de les faire exploser, comme en témoigne la montée régulière de l'extrême droite à travers les élections qui se succèdent.

L'ouvrage d'Emmanuel Todd a les qualités et les défauts d'une approche de grande envergure. Le lien qu'il établit entre démographie, alphabétisation et démocratisation est sans doute trop mécanique et insuffisamment étayé. À l'inverse de Huntington et Del Valle, il ne tient pas compte du facteur culturel : les pays d'Europe de l'est ont effectivement rejoint la communauté des pays démocratiques, mais ils partagent avec eux une longue histoire de la formation de l'esprit moderne occidental. Les pays musulmans ont bien plus de mal à accoucher de la démocratie alors que certains, comme l'Irak et la Tunisie, ont un niveau économique et éducatif élevé. De même, Emmanuel Todd n'est pas un économiste, il sous-évalue la capacité des États-Unis à s'adapter à une nouvelle donne commerciale et industrielle, et sur-évalue au contraire les possibilités de la Russie de redevenir rapidement une super-puissance, ou celles du Japon quand il affirme que celui-ci pourrait en quinze ans rattraper l'avance technologique militaire américaine. Dès lors, l'ouvrage, comme celui de Del Valle, mais en fait aussi comme le mien il y a vingt ans, tout en offrant une lecture pertinente et forte des réalités géopolitiques du moment, perd en finesse, et donc en capacité prédictive, par la réduction qu'il opère de la réalité en donnant de celle-ci une image bipolaire, en l'occurrence anti-américaine, même si telle n'est pas son intention.

Déconstruire l'ennemi

Il existe un antagonisme objectif entre l'Europe et les États-Unis sur le plan économique, qui se traduit à certains endroits par des différends politiques. On pourrait donc se demander pourquoi il ne nourrit pas plus ouvertement une construction réciproque des adversaires comme ennemis. Il y a bien un anti-américanisme larvé des Français depuis Charles de Gaulle, mais il n'est pas partagé par d'autres pays européens. Les Américains y ont répondu plus récemment par une vague de xénophobie anti-française à la suite du refus de notre pays de participer à la guerre en Irak. Mais, d'une part, ces constructions télescopent l'histoire des relations anciennes entre les deux pays depuis La Fayette. D'autre part (et surtout), elles se heurtent à l'interdépendance économique de l'Europe et des États-Unis à l'ère de la mondialisation : les entreprises qui commandent les choix stratégiques ont cessé d'être nationales, leurs filiales couvrent tous les continents, et un conflit dur entre pays développés affecterait leurs intérêts. Des guerres locales dans des pays mineurs de la périphérie où elles ont faiblement investi leur posent des problèmes marginaux, mais une guerre au centre serait catastrophique.

Le problème des essais de géopolitique et de stratégie, c'est qu'ils sont écrits dans un cadre de pensée qui reste celui des États nationaux, même regroupés en entités politiques supranationales. Leur raisonnement procède en termes d'antagonismes et d'alliances entre des entités solides, et on serait tenté de dire qu'il démontre la cohésion de ces entités par la construction de leur adversaire. Cette constante des études stratégiques, à laquelle je n'avais pas échappé dans mon propre essai, pose un problème épistémologique de fond, d'une certaine manière fort justement pointé par la remarque désabusée de Freud, citée en exergue du présent propos, sur les conditions mêmes de la construction du social : la société peut-elle se penser sans un extérieur, et peut-elle penser cet extérieur autrement que comme hostile ? La stratégie, en tous cas, est par définition historiquement liée à la guerre, c'est à dire à la maîtrise ou à la destruction d'un adversaire, qu'il faut donc d'abord identifier. La figure de l'ennemi, comme construction substantielle, toujours supposée et jamais interrogée dans sa solidité, constituerait le point aveugle de toute pensée stratégique, ce qu'elle ne peut pas interroger sans menacer ses prémisses.

Or on voit que le malaise actuel de la stratégie et de la géopolitique consiste dans la difficulté, dans un univers devenu multipolaire, complexe et instable, de retrouver un ordre bipolaire, une représentation du bien contre le mal permettant d'orienter l'action, bref une axiologie. Il est donc possible que la stratégie doive se reconstruire un nouveau paradigme.

La mondialisation pose le problème d'un univers humain qui n'a plus d'extérieur. Au plan économique, les sociétés sont devenues interdépendantes. Il n'existe plus de groupe social qui puisse vivre en autarcie : tous les acteurs de notre univers, qu'ils soient individuels ou collectifs, dépendent d'autres acteurs, non seulement pour leur développement mais pour leur survie, et cette dépendance est réciproque, même si elle est inégalitaire. Il n'est donc pas possible de détruire l'autre car sa disparition menacerait notre propre existence. Nous sommes même obligés, dans notre propre intérêt, de nous assurer qu'il ne soit pas menacé par des tiers. A contrario, l'autre est lui aussi dépendant de nous, et il devient d'un moindre enjeu d'avoir à s'en défendre. C'est très précisément cet état de conscience qui caractérise les relations entre Européens depuis cinquante ans, – ce qui ne nous rend pas l'étranger forcément plus proche, mais qui rend une guerre dans cet espace inconcevable. Cette situation est historiquement sans précédent, et l'évolution du monde permet de penser qu'elle tendra logiquement à se généraliser.

Par ailleurs, les nouvelles techniques de communication font entrer l'autre, l'étranger, dans la vie quotidienne des gens. Internet permet de rencontrer n'importe qui à l'autre bout du monde, de dialoguer avec lui, de tisser des liens qui ignorent les frontières et les distances. Autrefois, l'étranger était quelqu'un de lointain pour la plupart des gens, sauf pour une élite qui voyageait : il était donc facile de le construire comme ennemi. Aujourd'hui, il est proche. Ces liens sont peut-être ténus, mais à une échelle généralisée, ils rendent difficile de maintenir une image stéréotypée des nationalités, des religions ou des ethnies, auxquelles appartiennent des gens avec qui on discute quotidiennement. Les stéréotypes de l'étranger sont d'ailleurs bousculés par la quantité d'informations qui circulent, et le niveau d'éducation accru qui permet de les interroger, de les

mettre en doute, de les comparer. Les médias ne sont plus comme autrefois au service de la cohésion nationale, ils ont souvent un effet dispersif.

A contrario, ce monde est plus instable, plus inquiétant, il oblige à penser en termes de risque, de sécurité. La stratégie devrait donc sans doute tendre à penser la guerre, non plus dans les termes d'un conflit contre un ennemi, désormais difficile à définir et à stabiliser dans sa fonction, mais en termes systémiques, hérités des théories de l'information et de la complexité, comme une lutte de l'ordre contre le chaos. Le stratège de demain pense dans les termes extrêmes de l'empire universel et de la maîtrise de soi, comme les anciens maîtres chinois et indiens du genre. La thématique à l'américaine du bien contre le mal, ou celle, plus européenne peut-être, du juste contre l'injuste, participent de cette polarisation ordre contre chaos, qui ne se sent plus tenue aux cadres nationaux : l'intervention en Afghanistan a par exemple été présentée comme une opération de police, et par conséquent comme une opération intérieure, et non une agression extérieure contre un État souverain. C'est là un paradigme qui pose évidemment d'autres problèmes, car dans un univers sans extérieur, l'ennemi peut désormais être, non seulement intérieur, mais aussi être n'importe qui.

Références :

- Del Valle A. (2001), *Guerres contre l'Europe*, Paris, Éd. des Syrtes.
- Del Valle A. (2002), *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Paris, Éd. des Syrtes.
- Eco U. (1999), *Cinq questions de morale*, Paris, Grasset.
- Huntington S.P. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New-York, Touchstone. Trad. fr. (1997), *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
- Hardt M. & Negri T. (2000), *Empire*, Paris, Exils.
- Nixon R. (1980), *The Real War*, New-York, Warner Books. Trad. fr. (1980), *La vraie guerre*, Paris, Albin Michel.
- Schmoll P. (1983), *La guerre demain. Les risques de conflit mondial dans les années 80*, Paris, Réseaux.
- Schmoll P. (2002), Le 11 septembre : la fin de la modernité ?, *Cultures en Mouvement*, n° 44, février, pp. 55-57. Texte repris et discuté in M. Pagès & al. (2003), *La violence politique. Pour une clinique de la complexité*, Ramonville Saint-Agne, Érès, pp. 47-53 et 91-108.
- Schmoll P. (2004), Réseaux et organisation militaire. Exposé introductif au débat "L'impact des réseaux infocentrés sur la conduite des opérations", in EAABC (coll.), *L'engagement des blindés au XXI^e siècle, Actes des Journées de l'Arme Blindée 2004*, Saumur, École d'Application de l'Arme Blindée Cavalerie, pp. 97-101.
- Schmoll P. (2006, à paraître), Les mutations de l'organisation militaire à l'ère de la guerre numérique, *Revue des sciences sociales*, Strasbourg, Université Marc Bloch.
- Todd E. (2002), *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard.

¹ S. Freud, *Das Unbehagen in der Kultur*, 1929, trad. fr. *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF, 1971, pp. 65-66.

² À cette époque, une telle position était contre-intuitive, et d'ailleurs mon ouvrage, qui a souffert de surcroît de la défaillance de mon éditeur deux mois après sa parution, est passé inaperçu. On ne peut que souligner l'intérêt qu'il y aurait à revenir sur la méthode utilisée (qui tablait sur les calculs stratégiques réciproques d'acteurs rationnels au sein d'un système), car l'ouvrage aura tout de même démontré qu'un raisonnement en sciences sociales peut avoir une capacité prédictive.